

« La firme française
TOTAL est devenue
le principal soutien
du système militaire
birman.
Ce n'est pas
le moment d'investir
ici... »

Aung San Suu Kyi



Aung San Suu Kyi, prix Nobel de la Paix, est privée de liberté dans son pays, la Birmanie depuis 1989.

Pourtant, la coalition qu'elle dirige a remporté les seules élections démocratiques organisées dans ce pays en 1990 avec 82% des voix.

La junte militaire au pouvoir de puis 1962 n'a pas accepté ce résultat.

En 1992, le groupe TOTAL a conclu un accord avec une compagnie représentant l'état birman afin d'exploiter un gisement de gaz et l'acheminer vers le principal client : la Thaïlande.

La construction du gazoduc a entraîné les pires sévices de la part de l'armée birmane vis-à-vis des peuples birmans.

Aujourd'hui, l'exploitation du gaz permet à la junte au pouvoir de s'acheter les services d'une armée pléthorique et de maintenir, en dépit du résultat des urnes, un pouvoir sanglant, réprimant toute manifestation démocratique.

Un Collectif regroupant la LDH, la Fédération Internationale des Droits de l'Homme, Infos Birmanie, Agir Ici, France Libertés, Sud Chimie représente en France la campagne internationale visant à exiger de TOTAL son retrait de Birmanie.

Réunion Publique
Halle aux Toiles ROUEN
Lundi 12 décembre 2005
De 18 h 00 à 20 h 00

avec

Marie Agnés Combesque,

membre du Comité Central
de la Ligue des Droits de l'Homme,
représentante du Collectif

« Stoppons le TOTALitarisme en Birmanie »

et

des syndicalistes de SUD Chimie
(Raffinerie TOTAL de Haute Normandie)